

**Note d'information n°2
au bureau de la Communauté
en séance du jeudi 26 juin 2025**

OBJET

DISPOSITIFS DE COFINANCEMENT EN SOUTIEN POST-CYCLONE GARANCE : RESTORE REGION POUR LE PROGRAMME EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT REGIONAL FEDER 2021-2027 ET FONDS EUROPEEN FSUE MOBILISÉ PAR L'ETAT – AUTORISATION DE SOLLICITER LES SUBVENTIONS CORRESPONDANTES

Le cyclone Garance a frappé l'île de La Réunion, le vendredi 28 février 2025, avec des rafales de vent dépassant les 200 km/h et des cumuls de pluie dépassant les 400 mm dans l'intérieur de l'île. Ce cyclone a notamment impacté fortement le Nord de l'île et notre agglomération, occasionnant des dégâts considérables aux biens et aux personnes.

Suite au passage du cyclone Garance, plusieurs dispositifs d'indemnisation et de réparation ont été activés pour les sinistrés.

La Région Réunion a informé l'ensemble des Communautés d'Agglomération, dont la CINOR, de la mise en œuvre du cadre de programmation FEDER 2021-2027 (Fonds Européen de Développement Régional) et récemment après le cyclone Garance d'un cadre de soutien financier spécifique RESTORE. La Région a adopté le mercredi 5 mars 2025 une série de mesures pour faire face à l'urgence et amorcer la reconstruction.

La commission permanente de la Région a voté l'activation du règlement « RESTORE » et la mobilisation d'une enveloppe de 102 millions d'euros pour la reconstruction post-Garance (aide FEDER). Le règlement « RESTORE » permet de réorienter une partie des fonds européens des programmes FEDER et FSE+ et de mobiliser un maximum de 10 % de ces moyens pour la reconstruction à la suite d'une catastrophe naturelle.

En tant qu'autorité de gestion unique de la programmation FEDER, le Conseil Régional de la Réunion a mis en place ce cadre d'intervention précis 'RESTORE' avec l'ensemble des Communautés d'Agglomérations et Municipalités, mais aussi les acteurs économiques, afin de soutenir les territoires et les actions engagées par les acteurs locaux pour répondre aux dégâts post cyclone Garance.

L'Etat a assez rapidement réagi avec la mise en place d'une mission ministérielle d'évaluation des dommages causés par le cyclone Garance.

L'objet de la mission est d'évaluer les dégâts impactant les actions des Collectivités, en fonctionnement et en investissement sur les territoires. A ce titre, une notice a été publiée pour compléter le tableau d'évaluation des coûts directs des dommages et des interventions d'urgence avec :

- 1) Le coût total des dégâts directs causés par le cyclone Garance ;
- 2) Le coût total des interventions d'urgence mises en œuvre suite au cyclone ;
- 3) Les coûts susceptibles d'être éligibles au fonds de solidarité de l'Union européenne (FSUE).

La CINOR a déjà délibéré en avril 2025 pour une mise en place de dispositif spécifique d'accompagnement au tissu économique, en période post Garance.

De nombreuses routes, infrastructures et bâtiments ont été fortement endommagés. Les équipes des Collectivités ont été et sont à ce jour encore mobilisées pour rétablir le réseau et remettre en état tous les différents sites concernés.

La CINOR a procédé à un recensement des dommages sur son patrimoine, les espaces publics et voiries et a identifié les coûts associés à la remise en service des infrastructures et bâtiments. Cette démarche entraîne une mobilisation budgétaire et en termes de ressources, importante.

Sont présentés ici les cadres spécifiques aux aides mobilisables pour les espaces sous administration CINOR sur les différents quartiers concernés, et en accompagnement des Villes mobilisant ces mêmes démarches d'aides.

Descriptif de la démarche de réponse RESTORE pour l'Agglomération CINOR :

Le processus de validation implique la validation d'une démarche sous forme de tableau de pré-engagement des dommages et dégâts identifiés dans le document CINOR. Ce document demeurera évolutif et sera réévalué en cours de programme.

Le dispositif mis en place avec la Région Réunion dès mars 2025 implique la publication en cours de fiches actions spécifiques à l'accompagnement des investissements aidés.

Descriptif de la démarche de réponse FSUE Europe-Etat pour l'Agglomération CINOR :

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20250626-BC2025-3-note2-DE
Date de télétransmission : 09/07/2025
Date de réception préfecture : 09/07/2025

Au niveau de l'Etat avec une mission mise en place par le Premier Ministre, la Préfecture a proposé également un dispositif d'aide dans une démarche et procédure différente, pour un soutien aux actions des Collectivités et EPCI post cyclone. Cette démarche ce mois d'avril a fait également l'objet d'échanges en vue de la constitution d'un tableau identifiant les dégâts pour lesquels les acteurs locaux répondront opérationnellement et financièrement.

Ce travail FSUE implique actuellement des échanges techniques et financiers en vue d'une validation de cofinancement d'actions et dossiers soumis par la CINOR d'ici juillet selon les informations transmises à date du présent rapport.

Pour le programme RESTORE et pour le programme FSUE, les réponses aux demandes de financement d'aide de la CINOR dépendront de l'éligibilité identifiée pour les dossiers soumis à instruction de ces deux acteurs publics d'ici juillet. Ces investissements ont vocation à positionner la CINOR dans une véritable démarche de soutien et de rétablissement des infrastructures sur le long terme sur le territoire.

Par conséquent, je vous informe des engagements pris et démarches entreprises par la Communauté avec les partenaires financiers correspondants :

- Envoi à l'autorité de gestion régionale pour le FEDER d'un état des dégâts constatés sur le territoire de la CINOR permettant de soumettre des demandes de cofinancement correspondant aux opérations inscrites en sections d'investissement des budgets principaux et annexes de la CINOR auprès de ce financeur.
- Démarche identique engagée auprès de l'Etat sur un programme dénommé FSUE Fonds de solidarité de l'Union européenne FSUE et en collaboration avec la Préfecture,
- Recherche de subventions et finalisation en cours des plans de financement d'opérations d'investissement nécessaires en réponse aux dégâts identifiés sur les espaces publics du territoire auprès des cofinanceurs publics.
- Préparation des documents administratifs préparatoires aux conventions de cofinancements afférentes, subventions et dotations de l'Etat et de la Région Réunion en réponse aux interventions programmées par l'EPCI avec l'autorité de gestion des fonds FEDER et les services de l'Etat.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**

